

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13, place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 29/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SIETOM MAURIAC PLEAUX SALERS ST-CERNIN DRUGEAC ISDND

SIETOM des Cantons Mauriac Pleaux Salers
15140 DRUGEAC

Références : 20230629-RAPINS-15-121-ISDND-Drugeac
Code AIOT : 0016200057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 concernant le SIETOM MAURIAC PLEAUX SALERS ST-CERNIN DRUGEAC, relativement à l'installation de stockage de déchets non dangereux implantée à la Chaux Basse 15140 Drugeac. L'inspection a été annoncée le 25/05/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIETOM MAURIAC PLEAUX SALERS ST-CERNIN DRUGEAC ISDND
- Décharge de la Chaux Basse 15140 Drugeac
- Code AIOT : 0016200057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Installation de stockage de déchets non dangereux de « La Chaux Basse » a cessé d'accueillir des déchets au 1er janvier 2012.

A compter de cette date, le site est entré en période dite de post-exploitation, période pendant laquelle une surveillance environnementale est mise en place dont la durée est fixée à 30 ans.

L'arrêté préfectoral n°2009-874 du 30 juin 2009 autorisant l'exploitation d'un centre de stockage de déchets non dangereux (déchets ménagers et assimilés) sur les communes de Drugeac et Saint-Martin Valmeroux, par le SIETOM des cantons de Mauriac, Pleaux, Salers et Saint-Cernin n°2011-1764

du 29 novembre 2011 fixe, entre autres, les prescriptions relatives à la remise en état et au suivi post-exploitation de cette installation, telles que prévues par la réglementation nationale alors applicable (arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, abrogé depuis par l'arrêté ministériel du 15 février 2016, ce dernier arrêté ne s'appliquant pas aux installations ne recevant plus de déchets après le 1er juillet 2016, ce qui est le cas ici).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi post exploitation
- projets d'évolution du site (Dossier installation de stockage d'inertes- projet de panneaux photovoltaïques)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Concernant le projet d'installation de stockage de déchets inertes dans le « vide de fouille » résiduel du site de stockage de déchet, ce projet est abandonné.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	modification	Code de l'environnement du 20/06/2023, article R.181-46
2	garantie financière	Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 11-1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été programmée dans le cadre de l'annonce d'un projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur l'emprise du site. La visite sur site permet de vérifier les zones susceptibles de recevoir ou pas ce type d'équipements (topographie des terrains, équipements à préserver pour le suivi post-exploitation du site de stockage de déchets, accessibilité aux équipements de suivi en post-exploitation, zones encore en activité -transfert d'OM et transit/regroupement de divers types de déchets non dangereux (surfaces/bennes..). L'attention du SIETOM et de l'entreprise BORALEX est attirée sur la nécessité de clarifier le devenir des activités résiduelles du site (à articuler en termes de calendrier avec un projet d'énergies renouvelables) ainsi que sur la zone de couverture des casiers 4 et 5 qui doit faire l'objet de propositions spécifiques (couverture atypique par géomembrane faisant bassin)

Sur le plan réglementaire ICPE, un porter à connaissance du préfet sera à fournir par l'exploitant ICPE concernant le projet et ses impacts environnementaux en regard du site ISDND en post-exploitation, le projet constitue une modification au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.

Un suivi environnemental post exploitation du site est réalisé (analyses périodiques) et la garantie financière est active (transmission faite en préfecture suite à la visite).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : modification : projet installation de panneaux photovoltaïques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2023, article R.181-46
Thème(s) : Risques chroniques, projet photovoltaïque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. « S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »
Constats : Un porter à connaissance du préfet sera à fournir par l'exploitant ICPE concernant le projet et ses impacts environnementaux en regard du site ISDND en post-exploitation, le projet constituant une modification au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : garantie financière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 11-1
Thème(s) : Situation administrative, acte cautionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [.]Les garanties financières doivent résulter de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société d'assurance ou d'un fonds de garantie géré par l'agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie. L'attestation de constitution des garanties financières est établie selon le modèle fixé] par l'arrêté interministériel du 1er février 1996 pris en application de l'article R.516-2 du Code de l'Environnement. L'attestation de renouvellement des garanties financières doit être adressée au préfet au moins trois mois avant leur échéance.[...]
Constats : Un acte de cautionnement daté du 13 janvier 2023 a été fourni lors de la visite. Sa validité est 19/08/2027
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet